

Tadjidine Madi DALGER

Mayotte :
un héritage en perdition...

*Entre la politique du ventre
et les principes républicains*





« En ce temps d'imposture, dire la vérité est un acte révolutionnaire » (G.ORWELL)

« Seule la connaissance peut libérer nos peuples de toutes formes d'ignorance et d'oppression » (Patrice LUMUMBA, discours du 30 juin 1960).

« Mon devoir est de parler, je ne veux pas être complice » (Emile ZOLA, « J'accuse »).

Quant à moi, j'éprouve la nécessité de dénoncer l'injustice et l'incohérence des choix politiques.

A la mémoire d'Ahmed MADI décédé le 31 mars 2011

« Un homme, une dignité politique »

Ancien Maire de Bouéni, ancien Président de l'Association des Maires de Mayotte, jeune éminence grise du MPM, vous avez su incarner l'esprit « Kariveindzé » cher à M'Zé Bamana et Bouéni Zéna.

Notre seigneur vous a rappelé le jour même de la naissance officielle du Département de Mayotte, votre combat politique.

Chaque mahorais consacre chaque jour un petit moment pour vous, en s'adressant à Allah, une prière pour que vous reposiez en paix.

Trop jeune, la cinquantaine vous êtes parti mais un grand MERCI d'avoir consacré votre vie pour nous et la génération future.

Je dédie ce livre à tous les Mahoraises et les Mahorais, soucieux de l'avenir de notre île, mes pensées les plus tendres et les plus chaleureuses à mon épouse **Anziza-Safinati Farssi** pour ses caprices de femme.



Prologue

« (...) Je vous demande de privilégier l'intérêt général par rapport à tous les intérêts particuliers... Les problèmes de Mayotte sont nés du désintérêt du gouvernement territorial comorien et d'un très fort taux de croissance démographique. Depuis 1975 et surtout en 1976, nous savions que Mayotte restera française, et, après le refus de l'indépendance globale de l'archipel, vient le temps de la construction de la Collectivité Territoriale de Mayotte. Il nous faut désormais construire l'avenir politique tout d'abord. Construire l'avenir économique aussi. Construire l'avenir social et culturel enfin. Nous devons préparer le terrain de manière que les chances de nos enfants soient égales à celle de tous les enfants français. Il n'y a pas, à terme, de développement économique possible pour Mayotte sans effort de formation professionnelle, sans amélioration quantitative et qualitative de notre système d'enseignement¹... ».

¹ Extrait de l'allocution de Younoussa BAMANA, 1^{er} Président élu du Conseil Général de Mayotte le 6 juillet 1977, Mayotte Hebdo n°515 du 1^{er} Avril 2011, Edition Spéciale « Mayotte 101^{ème} Département ».

Devant ses collègues Conseillers Généraux tous élus le 26 juin 1977 et un par terre de public tous acquis à la cause « Mayotte française », c'est dans ces termes que Younoussa BAMANA aborde son mandat de trois ans en ce 6 juillet 1977 lors de la 1^{ère} session extraordinaire du Conseil Général, session d'installation du Conseil Général de Mayotte au cours de laquelle BAMANA est élu, à 100 % des voix, Président de l'Assemblée délibérante.

Ironie du sort et de l'Histoire, cette date coïncide avec la date anniversaire de l'An II des Comores Indépendantes, indépendance proclamée unilatéralement le 6 juillet 1975.

Le ton est donné. Pour réussir l'ancrage de Mayotte au sein de la République française, le 1^{er} Président élu du Conseil général a cerné un certain nombre d'enjeux relevant de l'arène politique officielle locale à savoir la Départementalisation de Mayotte sans jamais la mentionner, l'identification et le traitement des enjeux économiques, sociaux et culturels, l'enseignement et la formation car la réussite éducative est le pilier de toute société amenée à se développer et à se moderniser.

Dans l'exercice du pouvoir, BAMANA prône la démocratisation de la vie politique avec tous les aspects institutionnels, juridiques et normatifs du politique. Comment jongler entre l'héritage de la colonisation et le néo-patrimonialisme ? Son allocution a quand même le mérite de se focaliser sur un double défi majeur : Mayotte elle-même et la charge politique : Comment comprendre et analyser Mayotte avec sa complexité et les disparités entre les communautés qui la composent ?

Certes il n'existe pas d'enjeux politiques par nature mais n'importe quel enjeu est susceptible de devenir politique selon les circonstances, les contextes, l'histoire ou encore la façon dont les acteurs s'en saisissent. En somme, toute question peut devenir éminemment politique dès lors qu'elle est intégrée dans un débat politique.

Introduction

Mayotte au quotidien est le reflet d'une société politisée sous son plus mauvais jour.

Je ne suis ni politologue, ni philosophe, ni sociologue, encore moins historien. Je suis juste l'exemple type de l'homme de la rue qui m'intéresse à la vie politique de mon pays. J'observe au quotidien l'écran politique de mon île en prenant le soin de réunir et d'analyser des faits avérés sans vraiment pouvoir produire des explications véritables. Mais cependant, écrivant ces lignes, j'ai essayé de respecter un certain nombre de précautions pour ne pas tomber dans un angélisme à visée rédemptrice.

Tout Mahorais est porteur de connaissances ordinaires sur les préjugés locaux, consciemment ou inconsciemment. Dans cette lignée, je suis conscient des obstacles et des limites quant à la production de mes connaissances sur Mayotte et les institutions de la République Française. Mais, au-delà des idées reçues à travers les clichés, j'ai essayé de me frayer un chemin en menant un vrai travail d'investigation dont l'objectif est de dénoncer à la fois l'injustice

faite à l'ensemble de la population mahoraise et l'incohérence des choix politiques.

Pierre Bourdieu écrivait, je cite : « La connaissance d'un objet nécessite une recherche préalable sur les conditions de production de cette connaissance ». Dans cette perspective, l'analyse des enjeux politiques à Mayotte doit être précédée d'une réflexion sur les débats et les méthodes d'approche, plus particulièrement sur ce terrain miné par les idées reçues, les connaissances intuitives, les approches dépassées et la politique d'improvisation qui forment autant d'obstacles à une meilleure lisibilité et compréhension de la politique locale mahoraise.

L'Assemblée Départementale est composée de caïds immatures et d'enfants gâtés de la politique. N'est-ce pas une coalition disparate d'hommes politiques à la tête du Conseil Général ? Disparate car cette majorité forme un ensemble sans harmonie, sans unité. Le contraste est choquant tant il manque d'accord.

Au lendemain de la Départementalisation de Mayotte, au-delà du défi de gouvernance, le Mahorais s'insurge et développe une certaine appréhension vis-à-vis des institutions et des méthodes d'exercice du pouvoir.

Afin de développer une approche cohérente, il m'a paru opportun de dégager le fondement et l'origine de la politique mahoraise, en un mot, la genèse de la politique locale. Ainsi, hors mis le traité de cession du 25 avril 1841 permettant le rattachement de l'île de Mayotte au royaume de France, il en ressort trois moments forts, trois moments clés de l'Histoire contemporaine de notre île, moments médiatisés par des jeux d'acteurs :

– **Mayotte et les Comores** : Moment pivot sans lequel les trajectoires actuelles seraient impossibles à comprendre,

– **Les dynamiques post-indépendances des Comores et le maintien de Mayotte au sein de la République Française** sont aussi producteurs de l'Histoire,

– **De la décentralisation à la départementalisation** : Dynamiques subséquents dont il faut comprendre l'architecture, le fonctionnement et les méthodes d'exercice du pouvoir. Dans l'optique de compréhension et de lisibilité de la politique locale, le modèle politique républicain est conçu comme norme. A l'inverse, la politique du ventre, comme cas déviant, pose plus de problèmes qu'elle ne permet d'en résoudre.

Ainsi, quelles sont les capacités de nos politiques à proposer des vrais projets de société, des projets de reconstruction répondant aux attentes et aux défis de Mayotte face à certains modèles désuets et d'autres se présentant comme des modèles de relève tels que l'intégration régionale, la rurbanisation ?...

Je m'attacherai à l'analyse des projets et le défi de stabilité politique, l'explication étant toujours recherchée à la fonction des dynamiques historiques et des jeux d'acteurs.

I

« La fête gâchée du 31 mars 2011 est tout un symbole ! Ce jour là était attendu par plus de 95 % des mahorais si l'on en croit les derniers consultations. Pourtant, à cause de l'immaturité politique de nos élus qui n'ont pas pu élire le Président du conseil Général le jour même, la Ministre de l'Outre-mer Marie-Luce Penchard a dû reporter son voyage et la fête n'a pas eu lieu.

Les visages déjà peints aux couleurs du drapeau tricolore ou bien surmontés du drapeau des mêmes couleurs, faisaient grimaces.

Curieux symbole que cet évènement raté, preuve que la route est encore longue avant d'aligner Mayotte sur les droits et les devoirs d'un vrai Département.

Cependant, il faut dire quelque chose de positif dans ce non-évènement du 31 Mars 2011 : La faculté des Mahorais à se maîtriser. Alors que le contexte social et politique est pour le moins tendu, il faut bien reconnaître que les gens ont gardé la tête froide. Bien sûr les discussions étaient animées autour du parvis

du Comité du Tourisme, du Conseil Général et un peu partout où les gens se rassemblent à Mayotte. Chacun y allait de son idée : la faute à tel parti, à tel élu... D'autres allant jusqu'à accuser la Préfecture de complicité.

Pourtant, aucun débordement, de bagarre ou d'altercation. A défaut de maturité politique de ses élus, la population mahorais a fait preuve de maturité tout court et a su garder son calme. Bravo et bienvenue en France² ».

Bienvenue sur ce petit bout de France, une petite île de 374 Km² située au Sud-ouest de l'Océan Indien, à l'entrée du Canal de Mozambique entre l'Afrique et Madagascar. Mayotte est à 1 500 km de la Réunion et à 8 000 Km de la France métropolitaine.

Mais sur ce territoire, les institutions, bien qu'alignées dans le paysage administratif français, sont fortement influencées par les interprétations dérivées du type idéal wébérien du « patrimonialisme ». La politique est basée sur la relation informelle de loyauté et de patronage établie entre les politiques et leurs réseaux. Pouvons-nous parler vraiment de loyauté dès lors que les convictions politiques changent selon les intérêts personnels ?

Comme une mise en abyme, je vous invite à nous plonger dans un univers particulier, le monde politique, dans un lieu précis, Mayotte, 101^{ème} Département de la République Française, amené à devenir Région Ultrapériphérique de l'Union Européenne en janvier 2014. Mais aussi, je vais essayer de dévoiler quelque chose de plus intime qui

² Extrait de la présentation de Mayotte dans l'Annuaire Professionnel de Mayotte 2011/2012, 15^{ème} édition, page 16-17.

a à voir avec les conditions de vie des Mahorais dans les coulisses du pouvoir.

J'invite les Mahorais à se placer dans la résistance face à nos politiques. Nous ne pouvons plus continuer à collaborer dans le silence, incitons-nous à réagir et donnons une dimension engagée à nos attentes.

La politique se doit d'être un guide qui doit aider à l'émergence de tous courants contraires, divergents, qui sont la base de la Démocratie. Emerge ainsi une multitude de questions :

– Y a-t-il réellement un engagement, une volonté politique et une dignité politique à Mayotte ?

– Comment faire du Mahorais un citoyen à part entière et non un citoyen entièrement à part ?

– Comment permettre au Mahorais d'être acteur et non simple exécutant, simple consommateur de l'actualité politique ? Comment le préparer, le faire réagir ?

– Comment impliquer le Mahorais de manière à ce qu'il réagisse quelque soit la forme de cette expression ?

Mayotte porte les stigmates d'une politique antérieur et en interrogeant les sources historiques, la politique actuelle de Mayotte est le reflet d'une époque, d'une société.

Comment définir alors le mot « politique » dans la multiplicité des sens du qualificatif « politique » ? Nul doute, ce terme peut s'appliquer à un ensemble très diversifié de phénomènes dont le caractère politique est plus ou moins évident. Parmi les enjeux, lesquels sont politiques et lesquels ne le sont pas ? That is the question comme disent les Anglais !

La politique est un instrument de communion entre le peuple et ses dirigeants. Elle n'est utile à l'homme et à la société que si elle contient en elle une incitation à l'action. A Mayotte, nous frôlons l'absurdité politique. Parfois, il est préférable de ne rien dire et de laisser le silence s'occuper des choses. En effet, depuis plus d'une décennie, les notions de « département de droits communs appelé aussi « Département Mouhakaka », décentralisation, rupéisation, contrat de projet, convention de développement, contrat de plan, engagement de l'Etat, fonds européens de développement, fonds structurels, coopération régionale », etc., font parties intégrantes du vocabulaire des politiques locales. Et, dans leur tentative d'identification et de traitement des enjeux politiques, leur explication ne se limite qu'à un simple catalogue de sujets si bien que le Mahorais ne s'est jamais retrouvé et se demande constamment qui fait quoi ou à quoi ça sert ?

Les origines et le fondement de la politique mahoraise sont issus des dissensions politiques entre indépendantistes et départementalistes sous l'ère **Mayotte et les Comores de 1946 à 1975**, qui est en quelque sorte le moment pivot sans lequel les trajectoires actuelles seraient impossibles à comprendre.

En effet, l'unité et/ou l'éclatement de l'espace territorial de l'archipel des Comores en îles contrôlées par des chefs politiques dès l'accession en TOM en 1946 constituent une nouvelle transition politique caractérisée par une forme de leadership qui se construit dans chaque île de l'archipel. Il est vrai qu'à la fin des années 50, à la suite des événements tels que le vote en 1958 du transfert de la capitale de